

Des vagues de chaleur Ã lâ?? â??Eco-Apartheidâ?? : changement de climat en IsraÃ«l-Palestine

Description

Tandis quâ??un mouvement naissant en IsraÃ«l de justice climatique essaie dâ??attirer lâ??attention du public, les Palestiniens sous occupation restent les plus vulnÃ©rables devant les effets dangereux du changement climatique. Cependant, Ã©tant donnÃ© le dÃ©sÃ©quilibre des forces en place, travailler ensemble pour le combattre semble pour ainsi dire impossible.

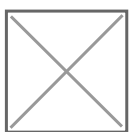
Natan Kaminer, Basma Fahoum et Edo Konrad â?? 8 aoÃ»t 2019

Juillet 2019 a Ã©tÃ©, selon les spÃ©cialistes europÃ©ens du climat, le mois le plus chaud jamais enregistrÃ©. Tout juste un an aprÃ¨s que le Panel Intergouvernemental de lâ??ONU sur le Changement Climatique (IPCC) ait Ã©mis son rapport historique mettant en garde sur lâ??imminence dâ??une catastrophe climatique, les tempÃ©ratures se sont Ã©levÃ©es Ã des niveaux sans prÃ©cÃ©dent dans des endroits comme lâ??Alaska et la SuÃ¨de, des forÃªts ont pris feu en SibÃ©rie, des glaciers ont fondu au Groenland et des villes entiÃ¨res en Inde se sont retrouvÃ©es sans eau.

Face Ã la montÃ©e des tempÃ©ratures, sâ??occuper de lâ??effondrement du climat et de ses effets sur lâ??humanitÃ© est devenu une question clef pour les gouvernements, les politiques et les mouvements pour la justice sociale dans le monde entier. On sâ??attend Ã ce que IsraÃ«l-Palestine, situÃ© dans une des rÃ©gions les plus chaudes du globe, se rÃ©chauffe Ã une vitesse encore plus grande.

Des sondages auprÃ¨s des IsraÃ©liens laissent percevoir une grande indiffÃ©rence face Ã la crise qui sâ??annonce, ce qui signifie que le gouvernement israÃ©lien se trouve confrontÃ© Ã trÃ¨s peu de pression populaire Ã ce sujet. Aucune recherche Ã©quivalente nâ??a Ã©tÃ© menÃ©e dans les territoires palestiniens occupÃ©s, mais lâ??occupation continue de la Cisjordanie et le siÃ©ge de Gaza rÃ©unis aggravent le risque dâ??une catastrophe climatique pour les Palestiniens et rendent virtuellement impossible pour leur gouvernement de faire quoi que ce soit Ã ce sujet.

En fin dâ??annÃ©e derniÃ¨re, une association de chercheurs israÃ©liens a publiÃ© le premier prÃ©visionnel dÃ©taillÃ© sur ce que le changement climatique pourrait signifier pour IsraÃ«l-Palestine. Les rÃ©sultats Ã©taient effrayants : par rapport Ã la pÃ©riode de rÃ©fÃ©rence de 1981 Ã 2010, on sâ??attend Ã ce que la pÃ©riode de 30 ans qui dÃ©marre en 2041 voie les tempÃ©ratures moyennes sâ??Ã©lever de 2,5 degrÃ©s Celsius et les prÃ©cipitations diminuer de 40 % dans les zones non arides du pays.



Des Israéliens marchent le long des rails pendant la grosse tempête de sable à Jérusalem, le 8 septembre 2015. (Yonathan Sindel/Flash90)

D'après un des chercheurs, la professeure Hadas Saaroni de l'université de Tel Aviv, la chaleur et l'humidité qu'Israéliens et Palestiniens vivant le long de la côte subissent pendant les mois d'été ne fera que s'aggraver encore plus. Nous avons déjà presque 24 heures de stress thermique en été, dit-elle, mais la température a tendance à baisser durant la nuit. «Cela va empirer : le stress thermique sera très lourd dans la journée et ne va pas se relâcher la nuit. » Et comme presque tout ce qui concerne le changement climatique, la chaleur ne sera pas répartie équitablement. Une récente recherche de la municipalité de Tel Aviv-Jaffa prouve que la partie plus pauvre au sud de la ville aura sept degrés Celsius de plus que la partie opulente au nord.

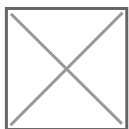
Alors que Saaroni est étonnamment optimiste à propos des effets du changement climatique sur l'élévation du niveau de la mer (« la mer s'élèvera d'environ un mètre, mais seulement à la fin du siècle. Avec la technologie, nous avons le temps d'ajuster. »), elle et d'autres scientifiques spécialistes du climat sont de plus en plus inquiets devant la désertification rampante du pays. Des températures plus élevées et moins de pluie signifient que le désert, qui couvre déjà la majeure partie du pays, va progresser rapidement vers le nord, dit le professeur d'écologie Marcelo Sternberg, lui aussi de l'université de Tel Aviv.

Cependant, sans de plus amples recherches, il est difficile de dire exactement jusqu'où la désertification va progresser. « Certaines recherches dont les miennes, montrent que notre territoire est résilient face aux changements dans les précipitations, dans les limites de l'éventail naturel des variations et nous ne savons tout simplement pas ce que cela signifiera. » Ce qui semble certain, c'est que les feux de forêt, qui ont de plus en plus affligé le pays ces dernières années, continueront à ravager le pays tous les étés.

Lutter contre l'apartheid climatique

L'état de Palestine figure dans la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique. Mais étant donné l'autorité militaire israélienne sur la Cisjordanie et son blocus sur la Bande de Gaza, les Palestiniens n'ont presque aucun contrôle sur leurs propres ressources naturelles, ils sont dans l'incapacité de complètement mettre en place les traités ou d'entreprendre des projets nationaux, et ils ne peuvent pas faire des projets concrets pour s'adapter à l'effondrement climatique.

En Cisjordanie, la fourniture en eau est très vulnérable face aux effets du changement climatique. D'après un rapport de 2013 de l'association palestinienne de défense des droits de l'Homme Al-Haq, la consommation d'eau per capita des Israéliens pour leur usage domestique est quatre à cinq fois plus grande que celle de la population palestinienne des territoires occupés. Les colons israéliens de Cisjordanie consomment approximativement six fois la quantité d'eau utilisée par la population palestinienne vivant sur le même territoire.



Des Palestiniens essaient d'atteindre un feu dans le village de Salem, à l'est de Naplouse, Cisjordanie, le 23 juin 2018. (Haytham Shtayeh/Flash90)

Certaines communautés palestiniennes, surtout celles qui vivent dans les zones de Cisjordanie sous contrôle total de l'armée israélienne, ne sont connectées à aucune infrastructure hydraulique et doivent faire des kilomètres pour acheter de l'eau, souvent chère et de qualité douteuse. Cependant, l'armée israélienne rend presque impossible de faire approuver de nouveaux réservoirs d'eau, et ceux qui sont construits sans permis sont régulièrement détruits par les autorités.

Dans le secteur de l'eau dans les territoires occupés et en Israël se caractérise par une surexploitation grandement asymétrique des ressources en eau partagées, l'épuisement du stockage à long terme, la détérioration de la qualité de l'eau et les niveaux croissants de demande dus à la forte croissance de la population. Pourtant, la région voit une baisse de la fourniture d'eau par habitant à fardeau supporté de façon disproportionnée par la population palestinienne.

Dr. Abdulrahman Tamimi, directeur général de l'Association palestinienne d'Hydrologie, dit que, alors qu'Israël a la capacité d'adapter son secteur agricole aux changements climatiques, il va devenir impossible de pratiquer l'agriculture en Cisjordanie dans dix ans. La situation à Gaza est amplifiée par le siège israélien qui, entre autres choses, a conduit à la surexploitation des ressources d'eau souterraine, appauvrissant de plus en plus l'Aquifère côtier, le tout rendant 90 % de la fourniture d'eau impropre à la consommation humaine.

« Il n'y a pas d'espoir pour Gaza sous aucun aspect tant que la situation politique y reste non résolue », déclare Tamimi. Il dit qu'il pense que, dans cinq ou six ans, l'agriculture de Gaza, les infrastructures hydrauliques et l'économie seront hors de fonction. Des solutions telles que la désalinisation, qui permettrait d'avoir à la fois une eau potable saine et une irrigation régulière, sont un luxe que la population de Gaza ne peut tout simplement pas s'offrir. Tamimi explique : « Qui paierait 1,5 \$ par mètre cube ? »

« L'eau est déjà une ressource tellement rare dans la région », dit Zena Agha, membre politique américaine du groupe de réflexion palestinien Al-Shabaka, qui se concentre sur l'intersection du climat et de l'occupation israélienne, « le changement climatique agit simplement comme un multiplicateur de la menace. »

Agha dit que, sur le papier, un accord de paix israélo-palestinien aurait pu être conclu pour résoudre la crise de l'eau en Cisjordanie. Au lieu de cela, les Accords d'Oslo, ensemble d'accords intermédiaires qui étaient supposés conduire à un accord sur un statut final, l'ont simplement exacerbé. Résultat, 80 % des sources d'eau des territoires occupés sont sous contrôle israélien. Et en même temps, les soldats israéliens détruisent régulièrement les modestes systèmes traditionnels de collecte de l'eau que les Palestiniens utilisent dans les zones de Cisjordanie qu'Oslo a laissées sous le contrôle militaire total d'Israël.

« Vous commencez à voir une politique officielle de vol de l'eau et des ressources, étayée et protégée par une série de lois et de politiques et de licences et de permis et d'audiences de tribunal qui servent à voler l'eau des Palestiniens », dit Agha. « D'autre part, il y a aussi cette sorte d'approche réaliste, dont fait partie l'apparition des FDI, qui déclare une région zone

militaire ferme et vole directement les ressources. C'est la politique active de l'État d'Israël. »

Agha dit que la politique d'Israël en Cisjordanie équivaut à un « apartheid climatique ».



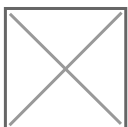
Des Palestiniens tirent de l'eau de canalisations fournies par le quartier général de l'Agence de Secours et de Travaux des Nations Unies (UNRWA) dans le camp de réfugiés de Rafah au sud de la Bande de Gaza, le 6 janvier 2018. (Abed Rahm Khatib/Flah90)

« Ce qui se passe en Palestine est un exemple clair du fait qu'un groupe ethno-religieux obtient de façon préférentielle de meilleures ressources qu'un autre groupe, sur la base pure et simple de la religion et de la citoyenneté. L'occupation crée une situation dans laquelle il est impossible aux Palestiniens de véritablement développer ces capacités d'adaptation pour résister à la très imminente menace de changement climatique », dit Agha.

Tandis que l'Autorité chargée par l'Autorité Palestinienne de la Qualité de l'Environnement a rédigé un plan d'adaptation soutenu par le Programme de Développement des Nations Unies, Agha déclare que ces sortes de plans sont « limite grotesques ».

« Supposons que l'AP ait la capacité de faire des prévisions 40 ans en avance, elle n'a de toutes façons pas la capacité de prévoir ce qui va se passer demain. L'AP est en plein paradoxe : prévoir un avenir pour une terre sur laquelle elle n'a aucun contrôle. Quelle que soit la façon dont vous la regardez, elle est impuissante. »

Et pourtant, Agha croit que l'AP a un rôle à jouer en mettant en place des stratégies à long terme pour essayer de s'adapter à la réalité actuelle, y compris en se confrontant directement à Israël à propos de sa politique de l'eau, en promouvant une agriculture durable et l'agro-écologie, et en établissant les coopératives agricoles qui représentaient les intérêts et les soucis des paysans et étaient très répandues dans les territoires occupés dans les années 1980.



Un membre de la Police des Frontières israélienne observe des paysans palestiniens du village de Qusra en Cisjordanie, le 19 novembre 2013. (Nati Shohat /Flash90)

Certaines ONG et certains militants palestiniens essaient de faire un pas dans ce vide. La Société Nature Palestine, par exemple, essaie de mener le premier examen d'ensemble de la flore et des oiseaux de Palestine pour mieux comprendre les changements survenus dans la biodiversité.

cause du changement climatique. L'Institut Palestinien pour la Biodiversité et la Durabilité et le Musée d'Histoire Naturelle de Palestine à l'université de Bethlém conduisent un programme pour conserver la biodiversité unique du pays et pour faire des recherches sur les questions complexes de la destruction de l'habitat et du déclin environnemental provoqués par le changement climatique et la politique de conflit.

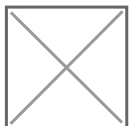
Les militants palestiniens de Cisjordanie ont pris des initiatives pour l'environnement telles que des collections patrimoniales de semences, pour conserver l'héritage agricole palestinien et sa biodiversité, l'agro-écologie et l'agriculture soutenue par la communauté, afin de promouvoir une souveraineté alimentaire tout en minimisant les effets de l'agriculture sur l'environnement.

Un retard mouillé politique

En juillet 2018, le gouvernement israélien a adopté le Programme National pour l'Adaptation au Changement Climatique, dans lequel on trouve 30 points prioritaires qui traitent des différents aspects du changement climatique, tels que l'eau, l'énergie et la santé publique. Le plan traite aussi des questions particulières à la politique d'Israël et ses inquiétudes économiques, dont les ajustements à l'industrie du climat, la possibilité d'utiliser l'énergie nucléaire et la façon dont le changement climatique affecte plus largement le Moyen Orient, dont les réfugiés, les nouvelles routes commerciales et la pénurie en nourriture et en eau.

Une grande attention est portée aux questions de préparation militaire. Le plan comprend des recommandations sur les besoins en matériel et en stratégie des FDI, qui vont des uniformes des soldats et de l'emplacement des bases jusqu'à l'étude de l'effet du changement climatique sur les pays musulmans et la construction d'accords d'aide mutuelle. Cependant, le plan ne spécifie pas la source de financement de chacun d'eux et ne fournit pas le coût total envisagé.

La production d'énergie d'Israël demeure presque entièrement dépendante des combustibles fossiles. Dans de nombreux pays à travers le monde, lorsqu'on parle du climat, on se focalise sur l'affranchissement de la production d'énergie à base de carburants fossiles et sous une forte pression publique, des gouvernements comme ceux d'Allemagne et de Californie ont annoncé un passage prévu à 100 % d'énergie renouvelable d'ici 2050 mais en Israël, la question reste un retard mouillé politique. Dès 2018, le ministre israélien de l'Energie a proposé un plan pour passer des combustibles polluants, comme le charbon et le pétrole, au gaz naturel. Le plan a pour objectif d'atteindre une production issue d'au moins 17 % d'énergie renouvelable d'ici 2030, avec un but intermédiaire de 10 % d'ici 2020.



Des Éoliennes sur les Hauteurs du Golan occupées par Israël. (Flash90)

L'exigence d'une production domestique de 100 % d'énergie renouvelable a cependant des opposants, même à l'intérieur du mouvement israélien pour l'environnement. Tandis que

Green Course, association environnementale populaire, a adopté la demande, la Société pour la Protection de la Nature en Israël (SPNI), organisation environnementale la plus solide d'Israël, prend position en disant que les parcs solaires et éoliens sont une menace pour la biodiversité rare et précieuse du pays et la première d'étruisant l'habitat des animaux terrestres et la deuxième tuant les oiseaux.

« Nous estimons que des panneaux solaires sur les toits et autres surfaces d'étrangées ou dégradées peuvent fournir au moins un tiers des besoins d'Israël en énergie », dit Dror Boymel, chef du département de la planification à la SPNI. « Le reste devra venir d'ailleurs, soit du gaz naturel, soit d'autres pays de la région qui ne manquent pas d'espace et ont moins de faune sauvage vulnérable. »

Il est difficile de parler de la possibilité d'améliorer la situation

Une étude publiée cette année par le Centre de Recherche Pew avant la Journée de la Terre a trouvé que seuls 38 % des Israéliens considèrent le changement climatique comme une menace majeure. Parmi les 26 pays observés, Israël est arrivé dernier. L'étude ne comportait pas les Palestiniens des territoires occupés.

Le mouvement environnemental israélien change de braquet en conséquence. Alors que, dans le passé, les associations environnementales avaient tendance à se focaliser sur des questions « logées » telles que le recyclage, aujourd'hui, l'effondrement climatique est la tête de leur agenda, beaucoup étant convaincus que seule une action radicale sera capable d'arrêter la catastrophe.

[\(vidéo\)](#)

« Les militants du climat ne sont plus considérés comme des mignons », comme ils l'étaient auparavant », dit Yaara Peretz, directrice politique de Green Course. Peretz était l'une des principaux organisateurs de la Marche pour le Climat de cette année, la plus importante jamais tenue en Israël, qui a vu plusieurs milliers de manifestants au centre de Tel Aviv, demandant au gouvernement israélien d'agir immédiatement.

« Le rapport de l'IPCC a tout changé et a poussé les gens hors de leur zone de confort », dit-elle. « Nous nous souvenons au fait que c'est grave, et ce que nous voyons arriver dans le monde entier nous y aide. Les gens veulent s'impliquer il est temps maintenant de devenir créatif. »

L'un des plus grands changements, dit Peretz, c'est l'engagement des jeunes citoyens d'Israël et les Juifs et les Palestiniens qui conduisent maintenant le mouvement avec l'aide des militants de Green Course. Donnant la réplique à Greta Thunberg, jeune militante suédoise devenue une icône du combat contre le changement climatique, des lycéens ont mené plusieurs grèves et marches jusqu'à la Knesset, appelant les députés à commencer à prendre la question au sérieux. « Ces gamins sont plus intelligents que nous », dit Peretz.

« J'ai toujours pensé que les problèmes surviennent parce que quelqu'un d'autre prenait les décisions », a dit Lama Ghanayim lors d'un événement de la mi-juillet au Club de la Rive Gauche. Ghanayim, de la ville arabe de Sakhnin au nord d'Israël, est l'une des leaders des grèves des étudiants. « Organiser ces grèves a été une opportunité pour enfin provoquer

quelque chose. Je ne vais pas me tenir à l'arrêt et laisser quelqu'un d'autre prendre le volant quand il s'agit d'une question aussi critique », a dit Ghanayim.

De vieilles associations environnementales telles que Green Course et SPNI ne sont plus les seules à parler du climat en Israël. Le mouvement d'action directe Extinction Rebellion a récemment créé une branche en Israël. Le mouvement israélien de gauche Debout Ensemble, qui s'intéressait jusqu'ici prioritairement au combat contre le racisme, l'occupation et la défense des droits des travailleurs, a récemment adopté le changement climatique comme question centrale de son programme.

« Les militants avaient la sensation que, lorsqu'ils allaient de manifestations pour le climat à des manifestations pour la paix, ils y voyaient des gens complètement différents », dit Ilay Abramovitch, militant de Debout Ensemble. « Ce ne sont tout simplement pas les mêmes personnes. Mais si vous faites un tour du monde, vous verrez que les partis de gauche mettent le climat au sommet de leur agenda. »

Abramovitch dit que la vision de son organisation est fondée sur l'idée que tout combat contre le changement climatique doit être mené en conjonction avec les syndicats de travailleurs et les associations palestiniennes. « Nous pensons que, lorsqu'on nuit à l'environnement, on nuit aux gens, et ceux qui courent le plus de risques sont les segments les plus pauvres de la société et les pays les plus pauvres. Notre combat doit être régional et, bien sûr, ce doit être un combat juif-arabe. »



Des visiteurs marchent le long d'une installation artistique à l'Esplanade Alrove-Mamilla, près de la Vieille Ville de Jérusalem. Chaque globe symbolise une proposition de solution au changement climatique, 17 avril 2013. (Nati Shohat/Flash90)

Mais même pour la gauche israélienne, joindre ses forces au mouvement environnemental ne semble pas toujours être un accord naturel. « Certaines personnes demandent : Qu'est-ce que la gauche a à faire avec le mouvement environnemental ? Pourquoi ne nous laissez-vous pas continuer à combattre l'occupation ? », dit Abramovitch. « Les gens ne comprennent pas complètement l'opportunité que nous avons de faire élargir la lutte en nous collettant à l'effondrement climatique. »

Peretz dit que, malgré son optimisme, il est encore difficile d'amener les Israéliens, même ceux qui sont impliqués dans d'autres luttes pour la justice sociale, à considérer le changement climatique comme une menace immédiate. « Le combat environnemental est considéré comme un combat de privilèges, surtout quand tant de personnes croient que rien n'est plus important que notre sécurité nationale », dit-elle. « Il est difficile de parler aux gens de la possibilité d'améliorer la situation. Ce qu'ils ont en tête, c'est que nous devrions simplement être reconnaissants d'avoir un Etat ou pas un Etat bon ou juste est secondaire. »

Matan Kaminer est anthropologue et membre du bureau de l'Académie pour l'Égalité. Basma Fahoum prépare un doctorat d'Histoire à l'université de Stanford. Edo Konrad est rédacteur en chef adjoint de +972 Magazine.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [+972 Magazine](#)

date création
2019/08/13